

**Face aux trois crises « sociales, écologiques, financières » :
Titanic ?
ou Métamorphose si... la société civile joue son rôle ?**

propos d'un citoyen actif pendant le Week-end du G 20 à Washington !
François Plassard

« On ne saisit la portée des enjeux planétaires actuels qu'en sortant de la simplification et de l'immédiateté où nous confirment les médias. Il faut retrouver le sens de la durée, du complexe, du global et du progressif ».
Michel Rocard, député européen

« Au fond, que voulons-nous comme fin de la destinée humaine ? Posséder de plus en plus (et « être possédés »), augmenter notre puissance (matérielle) et multiplier nos « gadgets », ou viser à un accroissement de l'être, à l'humanisation véritable seule en mesure de nous arracher aux barbaries ancestrales et de rendre enfin possible notre réconciliation avec la nature ? Continuer à « sacrifier le bonheur » au profit et à la puissance, à rester « un homme vide aux mains pleines » ? OU bien, tandis qu'il est temps encore, peut-être bifurquer hardiment pour l'autre direction, celle qui fait passer l'homme avant le profit, le bonheur vrai avant la religion de la production.. ».
Théodore Monod, naturaliste et académicien (1902 – 2000)

« Mieux vaut prendre le changement par la main
avant qu'il nous prenne par la gorge »
Winston Churchill

1 – Dans votre dernier livre « crise écologique ou crise sociale ? Vivre ensemble autrement, vous défendez les vertus d'une crise écologique qui viendrait au secours d'une crise sociale. Mais n'est-ce pas les plus pauvres qui vont les premiers subir les conséquences des ruptures écologiques : climatique, énergétique et de chute de la biodiversité ?

FP : Bien sûr, les premiers effets de la crise écologique vous donnent raison avec la montée des coûts du chauffage, du transport, de l'alimentation, du logement. Dans les pays non industrialisés, des écosystèmes locaux qui s'effondrent c'est le prélèvement d'auto consommation qui s'épuise pour les exclus de plus en plus nombreux de la terre et du marché, ce sont les marches de la faim.

Dans un bateau commun qui ressemble à un Titanic, s'échouant sur l'iceberg d'une crise écologique sans précédent et d'une crise financière qui a surpris tout le monde alors que toutes les personnes averties l'attendaient, mieux vaut danser et jouer du violon en première classe en chantant « tout va très bien madame la marquise » plutôt que d'être déjà dans l'eau froide des classes inférieures !

Mais c'est justement en raison de la gravité de la situation d'un modèle de société qui a fait faillite que perçoit de mieux en mieux la société civile, spectatrice du dialogue entre l'État (le politique) et les forces du marché, que **cette idée provocatrice de transformer la crise écologique en chance pour un nouveau contrat social** mérite d'être posée.

Comment faire de la prise en compte de notre environnement et des activités de bien-être

auquel nous pouvons le relier, non plus un « coût » mais un GRAND CHANTIER (de petits chantiers), un moteur pour inventer une nouvelle manière de vivre ensemble ?

Parce que ce Week-end se réunit à Washington vingt chefs d'État représentant 90 % du chiffre d'affaire de la société de marché mondialisé, n'oublions pas que au « bout du bout » de toutes les questions formulées ou tuées par nos politiques, se trouve celle indélébile de **la régulation de la violence collective** interne à notre espèce humaine, partenaire d'un processus plus large qui l'englobe, qu'est l'aventure de la Vie.

Si j'écoute les débats citoyens et ceux des médias: ceux des revenus exorbitants de quelques-uns dans l'océan de la pauvreté – précarité grandissante des autres¹, ceux des marches de la faim contrastant avec les paradis fiscaux et les exonérations fiscales des plus grandes fortunes, ceux des licenciements des entreprises alors qu'elles font des bénéfices, ceux chez nous des 3,5 millions de mal logés qui réclament un logement décent alors que la rareté fait monter les prix des loyers ... tout nous parle du scénario du Titanic avec l'arrogance de la « première classe » et de ses chaloupes de sauvetage dorées. « **Sécession des riches ?** », « **Trahison des élites ?** », « **Impuissance du politique ?** »... même les rapports officiels d'experts de l'OCDE², du PNUD³, confirment par les chiffres, **cet effondrement des classes moyennes** (même partiellement amorti pour certains par des revenus du patrimoine), cette aggravation de tous les écarts de richesse à tous les niveaux depuis les années 1980.

Dans la tension contraire entre la **Liberté et l'Égalité** fondatrice de la République et son parallèle entre le Marché et l'État, ces trente dernières années auront été caractérisées par le triomphe de la première valeur Liberté, par **l'agonie de la valeur Égalité** et sa mort annoncée dans les prochains mois par l'explosion des licenciements nous mettant dans une situation d'inquiétude analogue à celle de 1929.⁴

2 – La récente crise financière vient-elle conforter le sentiment de faillite de tout un système que rend compte la métaphore du Titanic ? Une crise de l'économie autant qu'une crise économique ?

FP : Quand Stieglitz, prix Nobel d'économie, déclare que « les transfusions sanguines ne guérissent pas forcément les hémorragies », quand Jacques Attali, à qui le Politique demandait de trouver des nouvelles niches de croissance, déclare que les cadeaux faits aux banquiers (de première classe) ne résout pas la question de l'insolvabilité des 3 millions de pauvres jetés dans la rue en Amérique (prolongé l'an prochain par 3 millions d'autres en raison de la crise immobilière), nous restons dans le scénario du Titanic pour décrire le réel.

L'écroulement des plus beaux fleurons du système financier rajoute aux doutes grandissants sur les vertus du Capitalisme financier, du « tout marché » et de sa bulle virtuelle qui avait pris son autonomie par rapport au réel. **MAIS** ce que vient de changer la crise financière est aussi de l'ordre de **l'imaginaire** comme d'une déchirure. C'est la représentation collective soudaine d'une « décroissance », d'une récession par des chiffres en négatif ! La vision d'un Progrès **linéaire, cumulatif, ascendant** s'effondre, demain ne sera peut-être pas meilleur qu'hier pour nous et nos enfants !⁵

¹ La moitié de l'Humanité vit avec moins de deux dollars par jour mais avec le phénomène nouveau de la télévision elle voit comme une (fascination?)humiliation les dépenses de superflus de 400 familles dont le revenu cumulé dépasse le leur.

² « Croissance et inégalités 2008 »

³ Programme des Nations Unies pour le Développement

⁴ Le nombre de chômeurs inscrits à l'ANPE en catégorie 1 a augmenté de 2,4 % (+ 46 900 personnes) en octobre par rapport à septembre et de 4,4 % sur un an. Résultat : la France compte de nouveau deux millions de demandeurs d'emploi, selon un communiqué du ministère de l'Emploi

⁵ Cet imaginaire fait partie des trois socles ou architectures invisibles qui fondaient la Révolution culturelle des Lumières accompagnatrice de la Révolution industrielle : le Progrès vécu comme la projection dans un futur toujours meilleur, la Science pour dire le vrai et le faux, l'individu séparé (et non relié dans une communauté) devant

C'est vrai que la crise écologique avait commencé à nous apprendre « l'interdépendance de nos destins » dans un monde fini. Mais la menace écologique n'avait pas atteint le cœur même de nos croyances, ou la salle des machines de notre bateau ivre du Titanic ! Avec un peu de croissance, on pouvait toujours espérer réparer le Titanic, avec des experts réparer les moteurs, et avec le développement durable on pouvait toujours espérer aller plus doucement dans la même direction (droit dans le mur). Les grands médias, pour leur majorité, véhicules de communication du Capitalisme financier, qui grâce au marketing a besoin de vendre du « désir d'être » par le détour mimétique du « désir de l'avoir », se prêtaient bien à ces débats sur la « **baisse du pouvoir d'achat** » avec des commentateurs nous promettant le retour du soleil après la pluie. Surtout si ces débats s'intercalaient entre deux émissions plus grand public des jeux du cirque, faisant rêver les spectateurs pour les salaires des gladiateurs, en millions d'euros .

Mais avec la décroissance ou récession sous nos yeux, apparaît tout d'un coup la faillite d'une promesse ou d'une espérance : celle de faire croire aux pauvres qu'ils deviendront moins pauvres si les riches deviennent encore plus riches ! Car dans tous les discours officiels il y avait cette « architecture invisible » ou ce « non dit » : celle d'un ascenseur possible des pauvres vers les riches, tous en marche sur le chemin de la terre promise (de la croissance et consommation pour tous) conforme au mythe de nos religions du salut et du sacrifice. « Que Dieu nous bénisse ! » clôturait la dernière phrase exprimée par le président Bush, annonçant publiquement le plan Paulson de 740 milliards de dollars de l'État pour éteindre l'incendie financier, alors que depuis 30 ans aucune organisation internationale n'a su trouver les 40 milliards de dollars qui auraient été nécessaires pour résoudre la faim dans le monde, l'accès à l'eau potable, et à un toit.

Était-il impensable de penser que la croissance pouvait produire la pauvreté dans un monde où un milliard de personnes vivent avec moins de un dollar par jour ?

3 – Mais si la répartition inégale des richesses au sein du bateau Titanic est évidente , et nous le voyons chaque jour par exemple avec 100 000 personnes sans abri, personne n'avait prévu l'affaissement du bateau qu'exprime les chiffres de croissance en négatif ?

FP : Les plus avertis savaient déjà que si nous intégrions les dettes publiques, ou si nous donnions un vrai prix aux choses pour y intégrer le coût réel de leur renouvellement, nous étions déjà, sans le dire, dans un processus de décroissance collective, aggravée par une croissance démographique ! Les travaux du WWF sur l'« empreinte écologique », montrant les riches consommer plusieurs planètes, ce qui implique un nécessaire partage, allaient dans le même sens.

Mais les « faits ne contredisent jamais les croyances », disait déjà Marcel Proust. Nous ne voulions pas le voir. Nous ne voulions pas croire à la fin de la croissance, même si nous prenions déjà conscience d'un monde fini, en regardant à la télévision, entrecoupés de spot publicitaires, notre petite Terre « bleue comme une orange », comme les astronautes marchant sur la lune en 1969... Nous ne voulions pas le croire, malgré les reportages alarmistes d'All Gor ou de Nicolas Hulot !

La pédagogie de la crise financière, en nous mettant en décroissance, est de faire prendre conscience à la société civile, la première concernée par le scénario du Titanic, qu'il ne s'agit pas seulement de réparer le Titanic, **mais qu'il faut utiliser l'opportunité de la crise écologique et de la crise financière pour changer de direction.**

La bonne question, n'est plus comment les passagers de première classe du Titanic vont mettre en place une société de l'Hyper contrôle – Sécuritaire, digne des romans d'Orwell, pour se sauver dans des chaloupes dorées (voir les forteresses de riches qui se mettent actuellement en place)...

mais comment des forces du Marché et de l'État, responsables de la situation présente, vont

seul faire son bonheur en optimisant ses choix individuels d'homo economicus (dont l'addition devait faire l'intérêt collectif)

inventer un processus de métamorphose ou de transformation créatrice. Comme on n'a jamais vu le politique prendre les devants tout seul, comme les entreprises sont prisonnières de leur « business plan », **il faut une pression forte de la société civile.**

Les analyses sociologiques qualitatives identifient environ 20 % d'individus appartenant à divers horizons socioprofessionnels⁶, très informés de la crise écologique, travaillant sur eux mêmes (rapport à soi et rapport à l'autre), inventant d'autres modes de vie et d'agir à plusieurs, prêts à « changer de vie, pour changer la vie ». Vingt pour cent d'une population, cela pourrait être suffisant pour inverser la violence engendrée par la peur des passagers non préparés à la décroissance, ou à un bateau qui s'enfonce.

Mais à condition d'une relance ambitieuse, initiée par le politique, se rapprochant le pouvoir de la monnaie. A condition aussi d'une méthode de remonte d'idées et de projets qui font sens localement⁷. Car les licenciements, par dizaine de milliers, qui vont se rajouter, dans les deux ans à venir, au 3,5 millions de chômeurs longue durée existant et aux 1,9 millions demandeurs d'emplois officiels, peuvent nous préparer au pire (effondrement), comme au meilleur (métamorphose) si « nous accompagnons le changement avant qu'il nous prenne par la gorge », disait Churchill.

4 – C'est un nouveau contrat social entre l'État, le Marché (les entreprises) et la Société civile que vous appelez métamorphose ?

FP : Il y aura métamorphose ou transformation créatrice que si chacun des contractants accepte de remettre en cause partiellement ses croyances ou certitudes.

Or il y a une croyance tenace dont j'ai pu mesurer la force quand en Rhône Alpes (de 1992 à 1996) puis en Italie, nous avons expérimenté à plusieurs le passage du travail à l'œuvre grâce au chèque du « **Temps Choisi** ». Le succès de notre expérimentation citoyenne (soutenue par l'Europe !) a failli nous faire croire que nous pouvions passer d'une « société de tout emploi, à une société de toute activité et créativité pour tous », grâce au chèque de temps choisi (préfigurant un revenu de citoyenneté ?). Ce chèque du temps choisi (simple transfert de charge, sans impôt en plus, car conditionné à l'époque par un partage à mi temps de son travail négocié de manière amiable avec son employeur), permettait de monter dans son environnement de proximité **des projets associatifs à finalité écologique, sociales ou culturelles** à l'écart de toute logique de croissance du PIB. Erreur ! Cette initiative, pourtant évaluée et réussie, acceptée par des PME, s'opposait à la vision institutionnelle dominante sur le travail dans les partis de droite comme de gauche. « Il ne fait pas bon d'être d'avant garde : avant l'heure, c'est pas l'heure » nous avait dit un journaliste du journal Le Monde.

Pourtant ce qui m'avait inspiré en initiant ce projet d'université citoyenne du temps choisi, c'était ces cahiers d'échange de savoirs et de pratiques appelés « journal des connaissances utiles : **pour accroître le bien être sans augmenter les dépenses** », que j'avais trouvé dans le grenier de mon grand père en Cévennes et **datés de 1838** ! Une mine d'idées concrètes pour ceux qui revendiquent le statut d'« objecteur de croissance » ou **d'artisan de la simplicité volontaire** ! Toutes les villes du sud de la France éditaient de tels cahiers sous la rubrique « Société intellectuelle de l'émancipation ». Fallait-il y voir l'influence de Saint Simon, Proudhon, Charles Gide, qui dix ans avant la révolution de 1848 (3000 morts sur les barricades opposant les riches et les pauvres !), cherchaient une troisième voie, ni étatique, ni du tout marchandise, mais associative, sur le « vivre ensemble » et en société ? Curieusement le général de Gaulle fera un discours à la Charles Gide passé inaperçu, dans les années 1960, louant l'association comme troisième voie entre l'État et l'entreprise et encourageant le système d'auto construction Castor pour répondre à la crise du logement !

⁶ Nommés par cette enquête en Europe et aux USA « les créatifs culturels ». Voir livre édition Yves Michel.

⁷ Voir les écoutes de territoire réalisées pendant dix ans en milieu rural, réinventées au contexte urbains par des éducateurs de la prévention spécialisés et qui ont donné lieu à un dossier d'accompagnement d'initiatives locales (2007) s'inspirant de l'expérimentation chèque de temps choisi et adressé à Martin Hirsch par le comité national de la prévention spécialisé. Pas de réponse du Ministère.

Horreur, en 1992 (comme maintenant), seul était concevable l'emploi salarié dans des entreprises compétitives et créant de la croissance économique avec l'appui de la formation pour les reconversions. Cette obstination sur le retour de la croissance économique (religion ?), qui rend aveugle sur d'autres types d'échanges et de richesses non mesurable en argent, a fait échouer tous les gouvernements sur la question du chômage. « Sur la question du chômage, nous n'avons pas fait mieux que les autres », a avoué publiquement François Mitterand.

« Quel opium neutralise les humains qui montent dans les hiérarchies des pouvoirs de décision quand s'accroît le monde des exclus du travail, donc privés de revenus⁸, alors qu'en trente ans le monde de la marchandise a doublé et le travail pour les produire a été réduit d'un tiers !»

.... pourrait remarquer un ange venu d'une autre planète, essayant de comprendre pourquoi les humains ont besoin de victimes au sein de leur espèce !

Reconnaissance

Pour comprendre cette crispation des institutions sur la question du travail, revenons à l'Histoire. Dans le mot contrat entre l'Etat, le Marché (entreprises) et la société civile, il y a le mot « lien » et « confiance ». Par ma formation d'agronome, je sais qu'au centre de tout lien de vie en biologie s'inscrit celui de la « reconnaissance ». Même Adam Smith, le théoricien de l'économie libérale de marché explique en 1759 (théorie des sentiments moraux) que « la recherche de reconnaissance est l'un des plus puissants mobiles de la vie en société ».

Or dans quoi avons-nous mis la reconnaissance depuis la révolution culturelle des Lumières qui a produit la société industrielle (1789) ? Nous l'avons mis progressivement dans le travail de plus en plus salarié, qui donne lieu à un revenu monétaire, lequel revenu est nécessaire à la survie dans un mode de vie de plus en plus urbain.

Ce glissement de la reconnaissance sur le travail salarié -« Qui ne travaille pas n'aura pas à manger » disait l'épître de Saint Paul !-tout en servant de machine à produire de la distinction sociale, produit le message implicite suivant :

seul ce qui procède de l'accroissement monétaire par le chiffre d'affaire produit la survie de l'espèce.

« Sans travail salarié codé, normé, contrôlé pas de reconnaissance d'autrui, sans travail pas de revenus » semblent dire les fourmis besogneuses aux cigales qui chantent tout l'été; L'économiste Bernard Marris dans un texte repris par une comédienne (E.Beart) montre combien les fourmis « qui perdent leur vie à vouloir la gagner » ont tort de penser qu'elles pourraient se passer des cigales! Comme l'économiste René Passet montrait l'évolution de la dimension systémique et « commutative » de la notion de richesse, rendant de plus en plus difficile la justification de l'appropriation de ses fruits par quelques uns.

Qui ayant eu la chance (de vivre ?) de se retrouver au chômage, permettant de prendre du recul par rapport à soi même et aux autres, n'a pas ressenti ce changement étrange du regard d'autrui ? Les exclus du travail ne seraient-ils que des fourmis atteintes d'une grave maladie que l'on nommerait cigales ? Dans ces questions plus culturelles qu'économiques sur la manière de travailler et de vivre, se trouve notre échec du temps choisi qui voulait progressivement transformer le travail en « oeuvre » riche d'utilité et de sens. Pour que des amis (mi fourmi mi cigales) en se retrouvant ne se posent plus la question « que fais-tu dans la vie ? », mais « que fais-tu de ta vie? ».

Le paradis perdu de la société du tout emploi

Une période historique ATYPIQUE de notre Histoire va vouloir nous donner la preuve du bien-fondé universel de ce glissement de la reconnaissance sociale sur le seul travail salarié:

c'est la période de **quasi plein emploi de 1945 – 1975** que nous avons qualifiés après coup de « **Trente Glorieuses** ». Dans la grande entreprise fordiste (paternaliste ?) du travail taylorien à la chaîne (où nos ancêtres étaient devenu des fourmis ?), un contrat social opérait tant explicitement

⁸ La part d'indemnisation des exclus du travail (un chômeur sur deux indemnisé) ne fait que reculer en part relative dans le PIB, le RMI qui représentait 2,3 heures de Smic horaire en 1989, ne représente plus que 1,8 heures de SMIC aujourd'hui.

qu'implicitement entre les donneurs d'ordres (les patrons) et les exécutants (les ouvriers) :

les fruits de l'effort collectif, appelés gains de productivité du travail, étaient relativement bien répartis entre la hausse des salaires, la rémunération des machines (le capital), la baisse des prix pour rester compétitif, voire même la baisse de la durée du travail (de 60 heures par semaine à 40 heures)... tout cela sous le regard vigilant de l'État et des syndicats. Voilà la recette miracle d'une croissance régulée dont rêvent les économistes, conseillers des politiques, qui font du retour au paradis perdu du plein emploi leur fond de commerce, mais qui n'a existé qu'une fois ! Voilà le rêve de fusionner l'ensemble des êtres humains dans une communauté globale avec pour seuls grammaire et vocabulaire pour échanger : le langage du marché, avec l'espoir de réussir là où les grands empires et les religions fondatrices avaient échoué ?

Mais à partir de 1975 où la part des revenus du travail comptait encore pour 70% du PIB (Produit intérieur brut) dans les 15 pays de l'Union Européenne, tout a changé ensuite. Trente ans plus tard en 2005, cette part du travail ne compte plus que pour 58% du PIB !(revue hebdo financière belge Tendence)

5 – C'était formidable cette croissance pour tous des 30 glorieuses ! Pourquoi cela n'a pas continué après 1975 ? Pourquoi cette séparation entre l'économique et le social actuel, alors qu'il semblaient reliés dans un emploi stable dans la phase précédente?

FP : Formidable, oui, parce que nous sortions des souffrances de la guerre et qu'avec le plein-emploi, plus de confort semblait aller avec plus de bien-être! Et ceci même si les étudiants de 1968 clamaient que « la consommation était un étourdissement de la pensée ». Pour les pays non industrialisés sortant de l'ère de la colonisation et pour la qualité de travail de nos grand pères travaillant comme des fourmis 2700 heures par an dans les usines (sans voir le soleil pendant six mois par an pour les mineurs de fond de mon enfance en Lorraine !) votre enthousiasme pour les 30 glorieuses pourrait être nuancé.

Mais ce qu'ils faut voir, c'est la rupture de ce contrat social de « la croissance pour tous » prenant fin dans les années 1975, nous remettant dans des situations semblables à des contextes antérieures où le Marché n'est pas régulé, ni contenu.

Trois processus convergents, non exclusifs d'autres, en sont la cause :

1-- L'émergence d'une révolution technologique que les économistes appellent « destruction créatrice », sur l'information et l'automatisation (informatique, robots, matériaux, biotechnologies) détruisant plus de travail en nombre d'heures travaillées qu'elle n'en crée.

Dans les trente années qui ont suivi les trente glorieuses **le nombre de personnes disponibles pour travailler augmente de 23 %** (22,3 à 27,2 millions de personnes, trois fois plus de femmes que d'hommes rentrent sur le marché du travail). Or dans ces même trente années **le travail nécessaire baisse de 10 %** (41 à 36,9 milliards d'heures travaillées) et **la production augmente de 76 %**⁹. Ainsi à partir des années 1975, naît un chômage structurel : le temps libéré par les robots au lieu de devenir un « temps libre choisi pour tous », dont aurait rêvé nos grands parents de la grande usine, devient un « **temps libre subi** », reporté sur des personnes appelées suivant les cas : chômeurs, demandeurs d'emploi, précaires, « variable d'ajustement » ou « chercheurs de sens » qui s'impliquent dans de nombreuses initiatives, faute d'emploi. Nous le nommerons le deuxième peuple de France. Le lien sacré qui relie « travail, revenu et reconnaissance sociale » se renforce en devenant rare, et Hanah Ahrendt voyant le paradoxe écrit « c'est vers une société de travailleurs sans travail vers lequel nous allons, le politique ne l'a pas vu, il n'y a rien de pire ! » L'hypocrisie du discours officiel sur l'emploi qui assimile le chômage à un simple chômage de friction et d'ajustement par la formation « offre et demande » (réel de 400 000, alors que suivant les sources, 5 à 7 millions de personnes sont en manque d'emploi), se renforce d'un déficit de 3,5 millions de

⁹ Chiffres P. Laroutourou, publiés dans Charlie Hebdo .et **Jacky Fayolle** ancien directeur de l'I.R.E.S.

(Institut de recherche économique et sociale)évalue de 120 à 170

milliards d'euros le transfert des revenus du travail (les salariés)

vers les revenus du capital (les actionnaires) depuis 1980 en France . (le Monde diplomatique, janvier 2008).

logements (ménage mono parentaux, le chômage étant une grande cause des séparations ! La boucle est bouclée). Le travail, le logement, suivi par la hausse des produits alimentaires, des coûts de transport pour aller travailler, est au cœur de la crise sociale.

Se distingue alors **deux peuples de France**, celui qui s'accroche à son travail coûte que coûte de peur de le perdre, et celui qui l'a perdu ; .

2-- Le rôle de plus en plus moteur de la monnaie crédit (ou monnaie dette) créée par les banquiers, de manière déconnectée de l'or, pour prêter contre intérêt aux entreprises et aux États-nations de l'argent. Les États abandonnent ainsi leur souveraineté dans la création de monnaie¹⁰. Le baron Rothschild disait : « entre les deux pouvoirs que sont la création de la monnaie et celui de créer des lois, je préfère le premier parce qu'il oriente mieux que tout autre les activités humaines ». Sans doute avait-il lu Aristote qui quatre siècles avant Jésus-Christ, écrivait qu'il y avait des deux types d'activités humaines :

- « celles qui accroissent le bien-être de soi-même et de ses proches,
- et celles qui ont pour finalité le profit (le retour sur investissement par l'effet de levier de l'intérêt) »

Aristote concluait son écrit en disant que lorsque que le deuxième type de richesse l'emporterait sur le premier, « **il n'y aurait plus de limites à l'accaparement du pouvoir et de la richesse!** ». Karl Polanyi, auteur du livre « la Grande Transformation », dira que c'était la phrase la plus prophétique qu'il avait lu dans tous les écrits en sciences sociales ! Si cette phrase n'avait pas échappé au baron Rothschild qui su devenir riche par le prêt à intérêt, elle n'avait pas échappé non plus à Gandhi, qui déclara : « s'il y a assez de richesse pour satisfaire les besoins de tous les hommes sur la planète, il y en a pas assez pour satisfaire leur cupidité ». Or le mot « cupidité » n'est-il pas le mot clé de la crise financière !

En trente ans la masse monétaire en circulation a été multipliée par 27 en France, grâce à « la capacité de l'argent d'enfanter de l'argent », par le mécanisme de l'intérêt, disait Molière dans ses pièces « regrettant que les hommes préfèrent l'argent aux choses qui s'usent et n'enfantent pas »¹¹. Fallait-il confier cette « capacité d'enfanter de l'argent » aux banques privées ? Quelle naïveté de croire que la création monétaire est une simple opération technique, 90 % de nos impôts sur le revenu en France sont consacrés, actuellement, au remboursement de l'intérêt de la dette ! Si l'État avait créé cet argent au lieu de l'emprunter (comme les rois de France le faisaient pour construire des cathédrales ou faire la guerre !), depuis 1980, c'est 650 milliards d'euros d'intérêts cumulés qui auraient pu être redistribués pour le bien public au lieu d'enrichir des actionnaires¹². Le même mouvement initié par l'« argent dette » ou la monnaie crédit à partir des banques privées est général. Comparé à d'autres pays, qui ne se déclarent pas en faillite, notre pays n'est pas à la plus mauvaise place : à la fin des années 2006, la France était endettée à la hauteur de 66% de son PIB. Or la dette moyenne dans la zone euro à la même époque était de 72% du PIB, dont celle de l'Italie à 107%, de la Belgique à 90%, de l'Allemagne à 68%. déclarent dans leur livre cité ci dessous AJ.Holbecq et Ph.Derudder;

3-- J'ajouterai, en laissant de côté la crise pétrolière¹³, un troisième facteur à ces deux événements ruptures de 1975 que sont la mutation technologique et la prise de pouvoir de la création monétaire

¹⁰ Décret de Giscard d'Estaing 1973, décret de 1983, puis de 1993 pour l'Europe)

¹¹ On s'éloigne de la peur de la mort en ayant de l'argent, semble t-il. Ainsi l'argent « fétichisé » devient l'argent Roi !

¹² Voir livre de André Jacques Holbecq et Philippe Derruder, « La dette publique, une affaire rentable, à qui profite le système? », Édition Yves Michel 2008 . Dans le débat sur le pouvoir d'achat, on y apprend par les chiffres qui contredisent de nombreux discours médiatiques que la part des dépenses relatives de l'Etat en pourcentage du PIB sont restées stables de 1980 à 2003 (respectivement 22,8%à23%), mais ce sont les recettes qui ont baissé: de 22,3% du PIB en 1980, elles ne sont plus que 18,8% en 2003.

¹³ L'argent de la rente pétrolière en s'investissant dans l'immobilier de toutes les grandes capitales du monde, fait monter les prix et participe à ce décrochage entre les prix des loyers et les revenus. Ils passent de 10% des budgets des ménages en 1945 à 35%, voir 50% actuellement pour les pauvres, alors que la productivité du travail dans le bâtiment a augmenté. Et les rentiers du pétrole par le mécanisme de l'intérêt deviennent rentiers de l'immobilier !

par les banques privées, impliquant une « pression sélective » des activités humaines sur le seul critère du profit.

Ce sera celui du Politique. Celui que l'on appellera après-coup le « **Consensus de Washington** », né de la rencontre historique entre madame Thatcher et le président Reagan dans les années 1970 (soit 38 ans avant la rencontre de ce Week-end du G20, au même endroit !).

6 – Quel fût leur message politique ?

FP : Celui de réduire le rôle des États-nations à leur seule fonction primitive de justice et de police. Ce message prenait le nom de « **Dé régulation** » Libérale de Marché, pour transformer les « **économies de marché** » en « **société de marché** ». L' AGCS¹⁴, l'OMC avec son tribunal de justice, en furent entre autre les instruments. Il s'agissait en quelque sorte de « **laisser la rivière du marché sortir de son lit** », au nom de la croissance orientée par le crédit des banques, pour envahir tous les types d'échanges humains d'une autre nature que celle de la relation « fournisseurs – clients » propre aux entreprises du marché. Par exemple des échanges non monétaire de dons et de réciprocité entre personnes dans la sphère amicale, fraternelle ou familiale. Par exemple l'échange entre prestataires et usagers au sein du service public tant décrié, pour faire disparaître la notion de biens publics.

Dans le triangle « **Marché – État – Échanges non monétaires de don et de réciprocité** », dont nous pouvons en France faire le lien avec nos trois valeurs constitutionnelles, Liberté - Égalité - Fraternité, c'était comme si cet accord Reagan / Tatcher voulait consacrer au seul marché le rôle d'absorber les deux autres ! Rompre cette impossibilité pour chacune de ces trois logiques d'échange, ou chacune de ces trois valeurs (liberté, égalité, fraternité), de l'emporter sur les deux autres, c'est soumettre la vie à une logique unique ! Dans mes Cévennes qui ont connu l'Inquisition, qui fut une lecture « totalisante et totalitaire » du réel par une seule entrée, cela s'appellerait : **le Monothéisme de Marché**.

7 – Après la catastrophe du totalitarisme du Tout État, connaissant aussi les violences du don dans des communautés fermées sur elles même, ne fallait-il pas essayer le Tout marché, l'utopie de la main invisible du marché ?

FP : A part l'exception des trente glorieuses, qui fait encore rêver nos politiques par son plein emploi, nous n'avons pas vu beaucoup, dans l'Histoire, le marché s'auto réguler tout seul, sauf au terme d'un ajustement très long et douloureux, qui passe bien souvent par la guerre. De par ma formation je constate que la vie est toujours la combinaison de plusieurs logiques qui se tissent ensemble, pourquoi n'en serait-il pas de même pour nos sociétés ?

La première erreur de ce consensus de Washington (réaction à mai 1968 ?) était de ne pas voir la fonction nécessaire de l'État pour redistribuer la richesse. Le marché obéit à la loi de concentration de Pareto (20 % s'accaparent 80 % de la richesse) nous enseigne l'Histoire L'argent attire l'argent et « il peut toujours là où c'est mouillé » dit le dicton populaire.

Le marché est contrairement à l'État, aveugle sur longterm long terme. Il « externalise » ses coûts sociaux et environnementaux sur la société disent les économistes. Ou « il mutualise les coûts pour privatiser les bénéfices » disent les agriculteurs !

Le marché « crée aussi des problèmes pour pouvoir les résoudre », disent des citoyens de plus en plus nombreux, découvrant les thèses d'Yvan Illitch, qui démontraient l'inversion des phénomènes au-delà de seuils franchis : « où les médicaments produisent la maladie, où les transports produisent les encombrements, où la vitesse produit la lenteur »... jusqu'aux pompiers qu'on a déjà vu allumer des incendies pour sauver leur emploi !.

Dans cet esprit, 400 économistes californiens ont analysé le contenu en l'an 2000 de la croissance

¹⁴ Accord Général sur les Services.

américaine (Genuine Process Indicateur). Si les deux tiers de cette croissance reposaient sur des activités de mal-être (maladie, pollution, délinquance...), un tiers seulement de cette croissance pouvait être attribué à l'accroissement du bien-être ! Les travaux du PNUD avec les indicateurs du développement humain (ou IDH) arrivent à des résultats analogues, la croissance du produit intérieur brut ne tire plus celle du bien être à partir des années 1975 dans nos pays industrialisés.

En fait il ne s'agit pas de nier la nécessité d'un secteur marchand où les vertus de dynamisme du marché puissent s'exprimer, il s'agit de le contenir pour éviter qu'il envahisse tous les temps de la vie (time life monnaie), et s'accapare tous les espaces. Il s'agit de sortir de l'obsession de la résolution de tout problème par la seule voie exclusive du marché. « Quand on a un marteau dans la tête , on voit tous les problèmes en forme de clous » dit le dicton populaire.

Patrick Viveret dans son rapport au gouvernement «Reconsidérer la richesse » ne dit pas autre chose, quand il constate que « la marchandisation du lien politique produit la corruption, que la marchandisation du lien amoureux la prostitution, que la marchandisation des débats sur le sens peut dériver vers la secte religieuse marchande ». Ricardo Petrella, ancien responsable du programme FAST européen de prospective, complète : « la marchandisation de la santé, de l'éducation et de l'eau constitue le mécanisme le plus efficace de destruction du vivre ensemble et des liens de solidarité ».

Tous les forums citoyens ont abondamment décrit les violences des lois du marché dès lors qu'elles prétendent s'imposer comme le vocabulaire et la grammaire unique des échanges humains sur des circuits anonymes de plus en plus longs et opaques. Or la pédagogie de la crise financière actuelle nous rappelle une caractéristique que nie les théoriciens libéraux de l'équilibre du marché et que pourtant l'histoire du capitalisme nous a appris à maintes reprises : que la tendance naturelle observée du marché n'est pas l'auto régulation **mais la surproduction engendrant l'insolvabilité, laquelle nous a amené en Europe deux fois à la guerre !**

William Greider, économiste à New York, estimait en 1997 déjà, que la capacité de production du secteur automobile dépassait d'un tiers ses capacités d'absorption de la demande mondiale, qu'il en allait de même dans la chimie, la pharmacie, l'acier, l'industrie aéronautique, l'électronique, le textile. Et la banque, dit Christian de Boissieu, n'y échappe pas. Aujourd'hui Renault déclare réduire sa production de moitié ! A chaque fois il se passe la même chose ! Il faut réduire ses coûts unitaires et on ne peut le faire qu'en faisant pression sur les salaires et en se spécialisant sur son « cœur de métier » (ré-engineering) avec en amont les tâches immatérielles de conception (recherche), et en aval les tâches de promotion de la marque, de commercialisation. Et dans l'intermédiaire, une armée de PME, sous traitantes, travaillant à flux tendus, pour des marges précaires toujours à renégocier, au prix d'une pression sur les conditions de travail, au nom des gains de productivité gagnés sur une dégradation des conditions de travail. Une femme salarié sur trois et un homme salarié sur cinq sont malades du travail, constate l'Institut français sur le stress. Le record de consommation d'anxiolitiques par les français est-il le prix à payer de leur record (mondial?)en productivité du travail ?

Vient alors la mondialisation pour étaler toujours plus ses charges sur un plus grand nombre de consommateurs et augmenter encore le volume des productions. D'OPA en OPA (absorption-fusion assorties de plans sociaux ?), les entreprises gagnantes se réduisent en nombre. Par exemple dans les Biotechnologies cinq entreprises dans le monde se partagent 95 % des brevets.

On est loin des rêves de sortie de la société industrielle pour une économie tertiaire de service que l'économiste Jean Fourastié, en 1975, appelait de ses vœux, en l'appelant une économie du « face à face » où disait-il « la matière travaillée par l'homme est l'homme lui même » ! Quel malentendu pour l'essentiel! L'économie tertiaire ne s'est nullement débarrassée du monde des objets, ils croissent en volume et le besoin toujours plus grand de crédit des entreprises donne le pouvoir aux actionnaires sur les salariés. Et à y regarder de près, l'homme moderne ne semble pas moins possédé par les outils et les objets qu'il possède ! La surproduction donc loin de se résorber appelle la surproduction, c'est le cercle vicieux, **le marché ne résorbe plus les déséquilibres, il les amplifie !**

Les deux périodes précédant les deux dernières guerres mondiales nous ont habitué à ce processus, les films nous rappellent ces sacs de café sans acheteurs brûlés dans les locomotives, le

luxue côtoyant la misère... Les films d'aujourd'hui projetés dans dix ans en France, montreront-ils cette pauvreté cachée en ville comme à la campagne, comme les six millions de repas/an des resto du cœur, ces 100 000 sans abris ou ces personnes âgées, même dans les pays riches, qui tard le soir ou tôt dans le matin se nourrissent sur les poubelles des super marchés ?

8 - Parce que nous avons la mémoire courte, est-ce que nous ne risquons pas de retomber dans les mêmes pièges des crises d'accumulation / surproduction où des marchandises sans acheteurs côtoient des hommes sans revenus (parce que sans travail) pour acheter ces marchandises ?

FP : Qui n'a pas entendu au café du commerce cette expression populaire : « une bonne guerre et ça repart, comment 14 ! ». Le « ça repart », c'est la croissance, donc l'emploi dont dépend le revenu pour survivre des 7,9 millions de français du deuxième peuple de France dont les revenus monétaires ne dépassent pas le seuil de pauvreté de 820 € / mois quand les revenus mensuels des 10% les plus riches s'élève à 33190€/mois, nous dit l'INSEE. Quel manque à gagner que cette sous consommation pour nos entreprises, qui sont obligées d'aller chercher à des milliers de kilomètres des clients solvables ! Si 60 % des activités économiques dépendent directement de la dépense des ménages, la baisse de revenu d'un exclu du travail entraîne en « effet de chaîne et de proximité », des baisses de chiffre d'affaire correspondantes. Ainsi le chômage produit le chômage.

Au sortir du discours du 11 Novembre 2008 du maire de mon village, les commentaires au bistrot devant la peur de la récession semblaient reformuler les mêmes slogans que ceux d'avant 1914 et 1940.

Saurons-nous pour cette troisième fois inventer autre chose que la guerre comme solution à la croissance ?

L'homme de la rue sait – il qu'au regard des 43 000 emplois créés par point de croissance (777 000 emplois créés / 18 % de croissance entre 1990 et 2000), que c'est 20 % de croissance par an pendant cinq ans qu'il faudrait, pour revenir, avec 4,3 millions de chômeurs en moins (3,5 millions de chômeurs longue durée et 1,9 millions de demandeurs d'emplois), à une situation de quasi plein emploi ! Qui croit ceux qui nous présentent le chômage comme un simple chômage de friction-ajustement offre / demande, même s'il est inévitable, dont nous pourrions venir à bout par la formation ? Dans son dernier écrit de 1936 « lettre à mes petits enfants », J. Keynes prédisait que le passage de la société industrielle à une société post industrielle d'une autre nature, se traduirait par une dépression nerveuse collective appelant une révolution culturelle. Et des auteurs comme Gadrey et Delaunay ont parlé d'une société de service, comme d'une autre manière de produire, de consommer et de vivre. Nous revoilà dans le thème du Titanic et de la métamorphose qui s'entre mêlent avec, en prime, une crise écologique que la pensée dominante, obsédée par la compétition et la croissance, n'a pas vu venir, malgré des nombreuses alertes depuis le rapport « Halte à la croissance « du club de Rome » de 1972 !

Il nous faut inventer autre chose ! Il nous faut inventer un nouveau contrat social, si nous ne voulons pas repartir sur le chemin que nous avons déjà vécu deux fois, et dont Christophe Desjours dans son livre « Souffrance en France, la banalisation de l'injustice sociale »¹⁵, décrit les différentes étapes. Les comportements de déni de la souffrance des autres, et le silence de la sienne propre pour se protéger, de repli, de honte, d'isolement, de révolte gratuite parce que sans compréhension, de peur réciproque, qui précède toute violence dont parle C.Desjours, nous font comprendre des processus régressifs, comme par exemple, la montée du nazisme dans un contexte de chômage, analogue en 1940 à l'actuel... Retomberons-nous dans les pièges de la recherche de « victimes émissaires », pour trouver des explications simplistes au mal être de chacun, comme ce fut le cas pour les juifs rendus responsables de la situation de chômage ? Dans la situation d'urgence du Titanic, les chômeurs et les salariés vont-ils se renvoyer dos à dos la culpabilité de leur souffrance, comme les hommes et les femmes, les immigrés et les autochtones, chacun s'appuyant

¹⁵ Éditions du Seuil.

sur plus faible que lui pour ne pas sombrer plutôt que de se poser les bonnes questions ?

A la guerre sociale succède toujours la guerre tout court permettant à la prophétie de 1838 de Alexis de Tocqueville de se réaliser : « Une Nation qui ne demande à son gouvernement que le maintien de l'ordre, est déjà esclave au fond de son coeur; elle est esclave de son bien être, et l'homme qui doit l'enchaîner peut apparaître » Tous les hommes providentiels, dictateurs ou tyrans, pour retrouver la cohésion sociale interne en nommant un ennemi extérieur, peuvent alors arriver ... Ne donnons pas raison au proverbe « jamais deux sans trois ! »

9 - La crise écologique sans précédent dont votre livre parle, peut-elle être alors une opportunité pour nous aider à inventer un processus de régulation de la violence collective autre que celui du retour de la croissance que nous amènerait une troisième guerre mondiale ?

FP : Ce pourrait être le message de la vieille Europe parce que c'est d'elle qu'est partie au moment de la révolution industrielle, d'abord avec la colonisation puis avec le développement (confondu à la croissance), le langage et la grammaire de la société de marché qui a envahi progressivement toute la planète en partant par l'Amérique (déjà en réponse à une crise de l'emploi et de la solvabilité !), pour revenir par l'Asie. Si au fil des mutations technologiques, des crises de surproduction, des guerres... le capitalisme de marché s'est adapté, transformé, devenant un capitalisme financier, il reste pourtant le même dans son essence, avec la poursuite du gain et de l'accumulation comme l'avait prophétisé Aristote. Un peu d'explication :

Force est de constater que deux paramètres sont majeurs dans cette course au gain et à l'accumulation : celui de la recherche, en amont, des systèmes de production pour renouveler les concepts et les projets, celui du nombre de consommateurs, en aval, pour amortir les coûts globaux et rester compétitifs.

Sur le premier paramètre, l'Europe de la Recherche et Développement pèse encore d'un certain poids, même si notre aile d'Air Bus a été dessinée par des sociétés informatiques indiennes. Mais si l'on en juge par les budgets de recherche et d'innovation, elle vient après les États unis qui sont en tête, et après la Chine juste derrière les États Unis.

Sur le deuxième paramètre : la loi du nombre de consommateurs pour amortir les coûts dans une compétition mondialisée, l'Europe avec ses 400 millions d'habitants pèsera de moins en moins au regard des pays émergents comme le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine.

Ainsi notre pays européen, le plus peuplé du monde à l'aube de la société industrielle, s'étant longtemps maintenu au centre du processus d'accumulation de richesse, va devenir périphérique!

Comment transformer ce constat en une chance ayant appris dans la souffrance que les crises cycliques de surproduction-insolvabilité de la société de marché se sont par deux fois transformé en guerre généralisé !

Et si c'était de notre responsabilité d'européen d'éviter la guerre en évitant de re sombrer dans les mêmes pièges ! Qui dit responsabilité, dit capacité d'autocritique plutôt que d'arrogance, et co-construction d'une nouvelle cohérence ou contrat social.

La nouvelle équation

Pour comprendre la chance de cette nouvelle posture périphérique, comprenons l'inversion qui s'est aussi opéré au sein des mécanismes du capitalisme de marché : Alors que par le passé il fallait mettre de l'argent (rare, lié à l'or) et des compétences (rares), sur des ressources naturelles abondantes pour les transformer en marchandises sources de profit, avec l'explosion démographique nous menant de 6 milliards d'humains à 9 milliards d'humains possiblement en 2040 (seuil de régression démographique), **l'équation du système d'accumulation du capitalisme de marché semble s'être inversé :**

- Ce qui est devenu rare sont les ressources naturelles (terres arable, eau potable, minerais, énergies fossiles..),
- Ce qui est abondant c'est la main d'œuvre non qualifiée inemployée mais aussi la main

d'œuvre qualifiée mobile ou disponible par internet (45 millions de chinois sont à un niveau bac + 3 ou ingénieur), l'argent crédit qui, s'il est créé par le politique peut obéir à d'autres indicateurs(indicateurs CO2, indicateur énergie, toxicité des matériaux, bien être etc...) que celui du profit, contrairement à ce que font les banques privées. L'argent n'est qu'une convention créée par les hommes dans un espace de confiance réciproque.¹⁶

Ainsi tous les ingrédients sont réunis pour imaginer un processus vertueux reliant « crise écologique, crise financière et crise sociale » !

Nicolas Stern, expert de la banque mondiale, au gouvernement britannique de Tony Blair, annonçait en octobre 2006 une facture de 5 500 milliards de dollars si nous ne faisons rien, à partir du rapport alarmiste des 1360 scientifiques membres du GIEC (Groupe Interdisciplinaire d'Etude sur le Climat), issus des 95 pays de l'ONU. Même si nous avons du mal à le mesurer, et parce que ce sera un sujet d'actualité pour le G 20 de ce Weekend à Washington, les paradis fiscaux protègent environ la moitié : 2 500 milliards de dollars ! Voilà un budget à la hauteur d'une guerre mondiale qui pourrait bien servir à un grand chantier de dizaine de millions de petits chantiers étalés sur dix ans, pour restaurer la qualité des écosystèmes locaux dont dépendent :

- le prélèvement en nourriture et en ecohabitat (auto construit partielle) des 4 milliards d'individus qui ne trouveront jamais un emploi dans le capitalisme de marché mondialisé,
- et la stabilisation du climat avant que des seuil d'auto emballement et d'aggravation ne s'enclenchent (méthane du permafrost...).

10 – Si vous aviez un baguette magique, c'est le message que vous voudriez envoyer en tant que citoyen aux politiques du G 20 ?

FP : Est-ce un signe de l'Histoire, que cela soit à Washington, que vingt représentants politiques de pays cumulant plus de 90 % de la société mondiale de marché, viennent, quarante ans plus tard, se réunir à l'endroit où est née la célèbre formule TINA « There is no alternative » au capitalisme de marché prononcé par la rencontre Reagan Thatcher ? Soit se réunir pour faire le constat alarmant de faillite de la dérégulation libérale, née quarante ans plus tôt au même endroit, transformant une fois de plus les économies de marché en société de marché ? Ce week-end à Washington préparerait-il une nouvelle conférence de Bretton Woods comme en juillet 1944 aux USA, en présence des chefs de gouvernement et de John Meynar Keynes auteur de la « Théorie sur l'emploi, l'intérêt et la monnaie » ?

Si j'avais une baguette magique je leur communiquerais les trois idées de Ricardo Petrella, ancien directeur du programme européen FAST et auteur du livre « Désir d'Humanité ». Pourquoi ? Parce qu'elles sont animées d'une vision politique qui manque cruellement. Parce qu'elles semblent servir de point de départ à la création d'un cercle vertueux entre :

- **la refondation du système financier,**
- **au service de l'urgence de la crise écologique (climatique, énergétique et de la biodiversité)**
- **permettant de résorber la crise sociale.**

Soit, de transformer la logique du Titanique, aboutissement chaotique de la société de marché, en Métamorphose pour construire une **Société plurielle, avec marché .**

Pour construire un autre monde riche de la diversité-singularité des mondes qui le composent, trois chantiers apparaissent prioritaires à Ricardo Petrella :

¹⁶ A la fois unité de compte, moyen d'échange et réserve de valeur qu'est devenu cette monnaie dont l'unité de compte mesure indifféremment le bien être ou les catastrophes, qui exclue la moitié de l'Humanité et qui par sa troisième fonction réserve de valeur crée une bulle complètement déconnectée de l'économie réelle faisant réapparaître (retour de l'Histoire?) une caste de rentier que le philosophe Homere appelait « ces demi dieux , manipulateurs de signes et de symboles! »

-1- « donner un statut politique et juridique à l'Humanité ». Pour créer une monnaie crédit à l'échelle planétaire pour un programme d'investissement aussi ambitieux et coordonné que ne l'est une guerre à 5 500 milliards d'euros étalé sur dix ans, il faut une instance politique spécifique et légitime qui ne peut pas se réduire à l'ONU ou à l'OMC, qui ne représentent que les entreprises du marché. Un système monétaire qui a pour fonction de créer des équivalences virtuelles à des biens et services réels pour faciliter les échanges, ne peut pas être un bien privé, il est, par essence, un bien public d'intérêt collectif, car sa crédibilité repose sur la confiance.

-2- « définir des biens et des services communs mondiaux non privatisables, non appropriables par des sujets privés ». Ils comprendront des ensembles gérés sur les principes des mutuelles ou coopératives, comprenant au minimum des logements, les services de santé de base, l'éducation, l'accès à l'eau potable, et de l'agriculture de service de proximité (agroécologie). Peut être que Ricardo Petrella pense à travers de nombreux exemples existant déjà dans différents pays du monde aux communautés de citoyens « Teikey » au Japon, qui par milliers correspondent à cette définition ? Elles permettent au Japon malgré ses montagnes, d'être auto suffisant alimentaires, avec peu de terres arable (exploitations ne dépassant pas un hectare!), tout en étant une puissance industrielle.

-3- « développer des expériences de démocratie représentative à l'échelle de la planète, en tirant les leçons de la toute première expérience de démocratie représentative à l'échelle internationale que représente le Parlement européen élu au suffrage universel direct ».

Je rajouterai à ces trois idées de R. Petrella celle complémentaire de rendre visible une révolution sur les systèmes productifs ou manière de produire couplée à une révolution culturelle sur les comportements.

1- **une révolution sur les systèmes productifs** que rend possible une nouvelle maîtrise de la monnaie :

Soit, passer d'une « **économie linéaire** », qui consistait à extraire, transformer, jeter (90 % de nos marchandises ont moins de six semaines de vie)...

à un « **système productif circulaire prenant en compte le cycle de vie des produits** » et consistant à « **recycler, réparer, réutiliser, recombinaison, réévaluer, relocaliser** ».

Les indicateurs d'une économie circulaire sont en dehors du profit : la baisse du taux de CO², l'énergie non renouvelable économisée, la toxicité des matériaux, l'indice de bien être. Voilà la vraie réponse au défi écologique ! Voilà la condition de restauration des écosystèmes locaux et des souverainetés alimentaires par grande région que le fleuve du marché sorti de son lit avait annihilé !

2- Mais cette rupture que représente le passage d'une économie linéaire, (sous tendu par les projections mentales de la thermodynamique linéaire sur la société, Adam Smith écrivait chaque semaine à Carnot!), à une économie de type circulaire, n'est pas sans conséquence culturelle.

La première est le **développement des ventes d'usage plutôt que d'objet en propriété**, obligeant plus de responsabilité dans la durabilité des produits et la prise en compte de leur recyclage (par exemple location de voiture, de vélo, de photocopieuse, d'ordinateur, d'outils... plutôt que leur achat en bien propre, évitant ainsi d'encombrer les décharges). Ce mouvement étant déjà amorcé, quelle libération tant nous savons combien nous pouvons être possédés par ce que nous possédons !

La deuxième est la **création de lieux permanents de débats et de régulation de cette économie circulaire** stimulée par des monnaies territoriales affectées (voir monnaie SOL en Alsace, Ile de France, Bretagne appuyé par l'Europe). Ces lieux de rencontre sont autant des lieux d'échanges réciproques de savoirs sur le « **comment produire?** » que sur le « **quoi produire?** ». Sommes-nous en train de réinventer les échanges de savoirs sur le « comment augmenter le bien être sans augmenter cette fois notre empreinte énergétique? », pour reprendre les feuillets de 1838 des villes du Sud de la France trouvés dans le grenier de mon grand père !

C'est le deuxième volet de la révolution culturelle : celle d'investir des outils d'intelligence à plusieurs ou de méthode de prise de décision à plusieurs (cercles de sagesse, conférence de citoyenneté etc ?), revivifiant la démocratie, pour évaluer l'intelligence des choix tant sur le comment produire ? Que sur le Quoi produire ? Avec qui ? Et pour qui ? sans nous crispier sur la solution unique du marché.

Ainsi nous dépasserions les limites du développement durable devenus objet de marketing et les limites de l'économie solidaire quand celle ci devient une aubaine pour le retrait de l'État au nom de la dérégulation libérale.

Pas de métamorphose sans changement de nos représentations

Si le développement durable se représente dans les rapports officiels par trois anneaux enchevêtrés représentant l'économique, le social et l'environnement, il y aura un réel changement quand la représentation du réel sera celle d'une sphère représentant la Biosphère et la nature, englobant la sphère de la société, laquelle englobera la sphère de l'économie à l'image de trois poupées russes.

Cette représentation décrite par René Passet dans son livre l' « économique et le vivant » a le mérite de montrer que l'accroissement d'aucune de ces sphères ne peut se faire sans empiéter sur l'autre dans un monde fini, alors que les trois anneaux enchevêtrés du développement durable laissent supposer un monde infini. On est loin de la société de marché où la sphère de l'économie (sans limite !) englobe celle du social qui englobe la nature, sous ensemble des deux autres parce que jugée inépuisable !

Ainsi pourra-t-on appeler « **Métamorphose** » cette sortie de l'économisme avec cette révolution culturelle qui nous fera passer d'une économie de la marchandise à une économie existentielle mettant l'homme et son environnement au cœur des décisions collectives ?

11 – N'avez vous pas peur par cette économie circulaire de revenir à du protectionnisme ?

FP : Un simple exemple va vous faire comprendre la perte d'efficacité d'un système productif mondialisé par course à la concentration puissance, niant les coûts de transport et en gaspillant le pétrole. Prenons, pour exemple, des produits de grande consommation : une chaussure Nike. Son prix de vente à 70 dollars contient 2,7 dollars pour celui qui la fabrique, 12,3 dollars pour payer la matière première, les machines, le transport, 35 dollars pour transformer cet objet physique en objet social désirable (publicité, image de marque au pied des idoles), 20 dollars pour le distribuer aux clients solvables ! Qu'avons nous à perdre en efficacité de reterritorialiser la production-consommation d'une chaussure Nike où les deux tiers des coûts sont des dépenses virtuelles ? Moins de spot pour TF1 ? Une baisse de revenu pour un footballeur payé 22 millions d'euros par an ? Moins d'avocats pour défendre la marque commerciale ? Que penser aussi d'un médicament pour le sida dont le coût de revient est, pour une consommation annuelle, de 300 dollars et le prix de vente de 10000 dollars, déclare le prix Nobel J.E Stiglitz ? . Dans son livre « Quand le capitalisme perd la tête (2003), il déclare : « Nous avons besoin de nouvelles règles publiques, indépendantes. Le néo libéralisme apparaît comme un système économiquement malsain. Il génère la pauvreté. Il est dogmatique et injuste. Il menace la démocratie. C'est un mauvais modèle économique »

Sur beaucoup d'autres produits aux structures de coûts semblables (automobiles, cosmétiques, outils quotidiens...), dans cette course poursuite à la concentration, surproduction, puis effondrement, avons-nous beaucoup à craindre d'une reterritorialisation au sein de logiques d'économie circulaire ?

Est-ce bien sérieux d'acheter ces tomates qui nous amènent de l'eau du désert marocain si précieuse pour leurs cultures vivrières locales ? Est-ce bien sérieux d'acheter ces salades de Lituanie qu'un autre mode de vie pourrait faire pousser dans notre jardin ou celui du voisin à la retraite ou sans travail ? Une économie de type circulaire, réponse au défi écologique, c'est une autre manière de produire, de consommer, de vivre qui peut remettre dans les circuits d'échange marchands et non

marchand le plus grand nombre.

Et puis l'Europe, libérale dans le discours de l'exécutif bruxellois, a contrairement à ce qu'on entend dans les médias, une structure d'échange assez auto centrée, 15 % de son PIB environ dépendant d'échanges extérieurs. Si dans les trente dernières années la part des salaires dans le PIB des pays européens est passé de 70 % à 56 %, confirmant ce transfert incroyable des revenus du travail vers les revenus du capital (+ 22 % de croissance des revenus du capital contre moins 17 % de croissance pour les revenus du travail¹⁷), faisons le pari que le choix stratégique d'une économie circulaire se traduira, à terme, par un accroissement des salaires plus nombreux et du pouvoir d'achat sur de nombreux produits de nécessité et non de superflus.

Et très vite nous nous rendrons compte que ce qui fait la richesse d'une société ne se limite pas à la quantité de monnaie mise en circulation ou à son PIB mais que des échanges d'une autre nature y participent. Rien que dans le Sel (système d'échange local) avec quatorze ans de recul depuis sa création, je puis affirmer sans trop me tromper que 90 % des échanges réalisés ne l'auraient jamais été dans le cadre strict du marché. L'interconnaissance est un stimulateur d'échange où l'on apprend à donner autant qu'à recevoir. Rien que dans mon SEL aussi, j'ai pu constater qu'une création monétaire « ex nihilo » distribué à 17 personnes qui ont organisé un chantier de construction d'un petit refuge collectif chez un membre, avait stimulé les échanges des 200 autres selistes ! Vive J.Keynes!

12- Quel rôle pourrait avoir l' Europe et la France dans cette mutation de nos systèmes productifs accompagné d'une révolution sur nos modes de vie ?

FP : Même si c'est à l'**Europe** qui perd par sa démographie sa position de centre dans le système d'accumulation de marché , de devenir **un laboratoire de changement et de proposition** d'un nouveau système en réponse à la crise climatique, énergétique et sociale, **la France** peut jouer un rôle moteur. Pourquoi ?

Le monde entier se souvient de la révolution française de 1789 marquant la fin de la phase religieuse du Moyen age. Les deux valeurs **Liberté – Égalité** de notre constitution ont fait le tour du Monde.

Nous montrons l'échec de toute société de marché, dès lors que la liberté épuise le concept d'égalité. Cet échec devient même l'échec des articles 25 et 26 des droits de l'homme et du citoyen de 1848 dont nous allons fêter dans quelques jours le 160eme anniversaire! (droit au logement et à un travail) Il nous a fallu à nous européens deux guerres mondiales pour le comprendre !

En raison de l'urgence de la crise écologique, mettons **le politique en priorité** sur l'économique et donnons lui le pouvoir de la monnaie crédit en distinguant une monnaie internationale de relance par le grand chantier écologique et des monnaies territoriales stimulant une économie circulaire et permettant la mise en place d'un revenu de citoyenneté adapté à chaque région.

Avec le Politique avant le Marché, évitant ainsi la peur puis la guerre, nous voilà devoir inverser nos valeurs républicaines en **Équité – Liberté** pour donner visibilité à notre laboratoire de changement .

Ce que le monde sait moins, c'est que nous avons rajouté la troisième valeur « **Fraternité** » à notre Constitution après le grand moment de surchauffe sociale de 1848 ! Ce mot est-il compréhensible pour d'autres cultures ? Rien n'est moins sur ! Il est pourtant un héritage d'avant la société agraire et sédentaire des « peuples nomades ou peuples premiers » avant d'être récupéré par la religion chrétienne. Pour ces peuples premiers les principes du don et de réciprocité (échanges circulaires, décrits par Marcel Mauss) avaient pour première finalité, la stabilité sociale, reléguant l'économie au deuxième plan.

Mettons le en premier dans notre nouvelle constitution pour signifier que les vraies richesses ne sont pas celles qui sont les plus visibles dans les comptes monétaires, faisant ainsi rupture avec l'idée dominante de la société de marché que « ce qui ne se compte pas (en argent) ne compte pas ! ».

¹⁷ René Passet Le Monde.

Enfin mettons le en premier pour exprimer que c'est le don qui exprime le mieux la solidarité inter humaine et la capacité de confiance en l'avenir. D'ailleurs peut-on déjà imaginer l'éducation, la santé, la culture, les services relationnelles de proximité ... sans une composante importante d'échange de don réciproque entre des personnes, complémentaire à la logique de l'Etat et du marché?

**« Fraternité – Équité – Liberté »
voilà la société à construire pour échapper à la guerre !**

Postface

En 2013 les chefs d'État se réunissent à Washington pour faire le point : La monnaie internationale mise en place en 2009 a permis de limiter les transports internationaux, commenta le présentateur. Ces transports couteux en pétrole étaient engendrés par des flux d'hommes et de marchandises déclenchés auparavant par des « différentiels de valeur des différentes monnaies », avait-il précisé. Cette baisse des échanges internationaux donnait un chiffre en millions de tonnes de CO² non déversé dans l'atmosphère qui dépassait les prévisions des experts ! Ce fut un soulagement dans tout l'Hémicycle tant on était devenu inquiet des processus d'auto emballement du réchauffement climatique.

Au vu de ce premier résultat tangible, on décida d'interdire tous les taux d'intérêt supérieurs aux taux de croissance, pour rajuster la sphère virtuelle représentée par la monnaie à celle de l'économie réelle. Un raisonnement de bon sens car on ne voulait plus regonfler la bulle monétaire ! Comment avons nous mis si longtemps à la comprendre ?

Avec les nouveaux indicateurs de richesse, on savait enfin à quoi servait son argent, fini le vieux proverbe de « l'argent qui n'a pas d'odeur » ! Les pays enclins à exporter plus que ce qu'ils importent furent invités à revenir à la règle de l'équilibre.

L'économie circulaire avait permis à **chaque pays de se remettre à produire ce qu'il consommait et de consommer prioritairement ce qu'il produisait**. Des régions entières retrouvèrent une identité culturelle grâce à ce recentrage progressif des échanges. Toutes ces décisions furent traduites en objectif « tonnes de CO² » et d'énergie non renouvelable à économiser.

Le New Deal Planétaire

Mais le président de séance du Fond Commun pour l'Humanité (qui avait pris le relai de l'ONU) fut applaudi quand, par télévision satellite, il montra par images aériennes les millions de chantiers de reboisements, de restauration des sols, de gestion de l'eau et reconquête des souverainetés alimentaires locales couplées à des productions d'énergies non renouvelable couplant le solaire, la biomasse, l'éolien, la géothermie et un retour aux maisons bioclimatiques à partir de matériaux locaux, qui avait redonné du travail à deux milliards d'humains ! On ne pouvait qu'être admiratif de tant d'ingéniosités de réseaux citoyens capable de combiner les savoirs faire les plus traditionnels avec des compétences scientifiques et technologiques mis au service de plus d'autonomie dans des campagnes redevenues plus accueillantes car plus vivantes.

Cette création monétaire de 5000 milliards de dollars (5 dollars / jour / personne) injecté pour « **jardiner la planète** » n'avait créé aucune inflation dans les territoires concernés. Pourquoi ? Parce qu'ils correspondaient à une richesse créée bien réelle qui faisait sens localement en accroissant le bien être. Mais aussi et surtout parce que cette relance de la demande autrefois dévolue aux guerres, avait stimulé l'économie de marché circulaire locale et la constitution de biens publics et communs locaux de première nécessité.

Alors que le marché et le libre échange avait séparés les activités en les spécialisant, l'éco habitat, les cultures vivrières, la production et la consommation d'énergie, avaient tissés des liens de complémentarité dont l'ingéniosité était devenue la marque et la fierté de chaque communauté territoriale retrouvant une réelle prospérité. Les échanges entre étudiants par internet avaient joué un rôle au service de ces ingéniosités locales, alors qu'autrefois ils alimentaient les désirs d'exode vers

la ville;

Un expert reconnu des écoles keynesiennes qui s'étaient démultipliée dans les universités grâce à des conférences de citoyenneté, montra l'effet démultiplicateur de ces 5000 milliards de dollars de liquidités injectés par le programme mondial sur des millions de collectivités territoriales. Il souligna l'abaissement des « empreintes écologiques » provoquées par ce basculement des comportements dûs à l'influence d'un type sociologique nouveau apparu dans tous les pays : des citoyens « réfractaires au désir mimétique et à la publicité », « soucieux d'habiter le temps présent et son territoire », « des jardiniers plus que des entrepreneurs » avait-il dit, que les enquêtes internationales de 2008 avaient qualifiés de « créatifs culturels » ou adeptes d'un art de vivre imprégné de simplicité volontaire.

La conclusion de cette relance verte planétaire fut inattendue : le seuil de fléchissement démographique de la population humaine prévue pour 2050 avec un passage de 6 à 9 milliards d'individus, fut revu à la baisse; « Il culminera en 2030 avec 8 milliards d'habitants » avait affirmé l'expert, montrant par pays le rapprochement vers le seuil médian de 1,8 enfant / couple. Les pauvres devenus moins pauvres et retrouvant confiance dans le futur avaient réagi au programme écologique planétaire en réduisant leur nombre d'enfants pour assurer l'insécurité de leur vieillesse! Un nouveau dialogue homme/femme y avait été aussi pour quelque chose !

La fin de la conférence fut animé par un débat des représentants de toutes les grandes religions de la planète. On y parla de connaissance et de conscience pour limiter les passions de pouvoir et d'accaparement. On commenta le slogan **Fraternité Équité Liberté** proposé par la France qui a la stupéfaction de tous avait nommé ainsi sa nouvelle Constitution républicaine. Mais chacun de ces sages fut rassuré en silence : ouf, le monde des humains ne serait plus dominé par un seul Dieu, celui du Monothéisme de marché !

Les chaînes de télévision mesurèrent un taux d'écoute de cette conférence de Washington supérieur à celui des Jeux Olympiques, le monde n'était plus comme avant ! Plusieurs villes de la planète se disputèrent pour devenir le lieu de la prochaine conférence planétaire en promettant de se lancer dans un nouvel urbanisme d'eco auto construction et de réduction des dépendances énergétiques et alimentaires avec les populations des bidons villes.

Le nombre des réfugiés climatiques et économiques avait commencé à diminuer, réduisant d'autant de nombreux conflits. Et on se félicita de la maîtrise des nouvelles épidémies qui sur fond de grande pauvreté étaient devenues , bien avant le terrorisme, la nouvelle grande peur de ce début du 21 eme siècle rappelant celles du Moyen Age.

La chute du mur qui séparait les États Unis du Mexique fut la grande nouvelle de la nouvelle conférence planétaire.

...Le monde avait changé...

-- François Plassard,

Ingénieur en agriculture et docteur en économie (Paris I Sorbonne),

initiateur en tant que senior, chercheur de sens du deuxième peuple de France, de la démarche « jardins d'habitats bioclimatiques groupés sans voiture » ou « éco hameau », alternative aux lotissements dans le SO de la France

Dans son passé citoyen co initiateur de l'université du « temps choisi » (chèque partage du travail), des jardins de cocagne et des Sel (systèmes d'échange locaux), initiateur de haute montagne

Son dernier livre: « Crise écologique ou crise sociale ? Vivre ensemble autrement » préfacé par Albert Jacquard 2008 www.leseditionsovadia.com

, autres livres « La vie rurale : un enjeu écologique et de société » Édition Yves Michel 2005

¹⁸ *« Le temps choisi, un nouvel art de vivre pour partager le travail autrement » Edition Charles Mayer*

« autonomie au quotidien, réponse à la crise ? » édition chronique sociale de France 1980

site : www.acse.info festival camino de la non violence « cultivons de nouveaux possibles » 12, 13, 14 juin 2009 Toulouse Tournefeuille